Djemila Benhabib «Les islamistes considèrent le multiculturalisme comme le meilleur système» (1/2)

écrit par Antiislam | 26 mars 2020

GRAND ENTRETIEN – L'essayiste Djemila Benhabib a participé aux côtés de 50 personnalités au livre #JeSuisMila (Seramis éditions). Un manifeste en faveur de la liberté d'expression et de la laïcité. L'occasion de revenir sur le parcours hors du commun de cette femme engagée qui a fui l'Algérie, en guerre civile, pour la France puis pour le Québec. Deux pays où elle ne s'attendait pas à croiser de nouveau la route de l'islam radical.

Entretien par Alexandre Devecchio

Pourquoi avoir accepté de participer à ce livre collectif intitulé *«#JeSuisMila* ?» En quoi cette affaire vous touche-t-elle personnellement?

Lorsqu'on fait l'expérience de la montée fulgurante de la violence comme j'en ai été témoin en Algérie, au début des années 1990, on ne peut que chérir la liberté.

J'ai pris, soudainement, conscience dans la jeune vingtaine

du privilège que j’avais de vivre.

Résister à l’islam politique est devenu le combat de ma vie. Soutenir Mila s’inscrit, naturellement, dans cette démarche. Lorsque tout fout le camp, il ne reste que les fondamentaux pour donner un sens à l’existence.

Vous seriez-vous imaginée devoir défendre ainsi la liberté d’expression d’une jeune Française contre les islamistes lorsqu’en 1994 vous avez quitté l’Algérie en pleine guerre civile?

Certainement pas.

En réalité, j’ai très vite déchanté en arrivant en France avec ma famille, mes parents, professeurs d’université, et mon frère, jeune lycéen.

Nous nous sommes installés à Saint-Denis, ville cosmopolite, à l’époque, qui avait une tradition dans l’accueil des réfugiés politiques.

Je pense, notamment, à nos camarades espagnols, italiens, grecs et portugais qui avaient fui le fascisme.

Quant à nous, notre situation était considérée comme différente de la leur.

Nous étions hors champ.

Je pense que c’est autour de cette ambiguïté de notre statut que sont nés d’abord les malentendus, puis les dérives.

En d’autres mots, nous reconnaître ne serait-ce que, symboliquement, le statut de réfugié politique revenait à placer l’islam politique dans l’histoire et le considérer comme une menace planétaire.

Or, il n’en a rien été. Les États occidentaux et leurs élites intellectuelles dominantes ne se sont pas sentis

concernés par ce qui s’est joué en Algérie dans les années 1990, tout comme en Iran en 1979.

.

Certains prétendaient que la menace islamiste allait rester confinée aux frontières de ces pays, d’autres, comme les États-uniens, étaient convaincus de pouvoir «domestiquer» l’islamisme.

Depuis, il n’a cessé de progresser et de muter.

Pour trois raisons principalement.

La puissance de son idéologie, sa capacité à s’adapter à n’importe quel environnement institutionnel et, finalement, sa force mobilisatrice.

.

Pour revenir à votre question de départ, ceux qui menacent nos libertés ne sont pas seulement les islamistes. Mais ceux qui ont renoncé à les exercer et à les défendre.

Que représentait alors la France pour vous? Parleriez-vous de régression à son sujet?

La France était pour moi un havre de paix qui m’a permis de me reconstruire.

Je n’oublierai jamais de ma vie cette sensation de marcher librement dans la rue, cheveux au vent, sans avoir à vérifier s’il y avait, au coin d’une rue, un salaud pour me buter.

La sécurité est, en ce sens, la première des libertés. Comment dire?

Pour une femme, c’est encore plus vrai.

Ceux qui, comme moi, en ont été privés en mesurent toute

l’importance.

Je pense à mes amies afghanes, iraniennes et saoudiennes qui sont en première ligne.

Évoquer cette période c’est aussi parler des solidarités. La France, à travers un tissu associatif dynamique, des syndicats, universitaires, artistes et simplement des gens d’une grande générosité, a participé à atténuer nos blessures et à nous rattacher à notre humanité.

Ultimement, pour sortir de nos vies cabossées et de nos destins fracassés, nous ne pouvions compter que sur notre résilience. Sur le plan politique, c’était beaucoup plus compliqué.

L’asile politique a été offert en France, en Europe, aux États-Unis et au Canada aux chefs du FIS et du GIA et à leurs militants, ceux-là même dont les mains étaient entachées de sang.

Il se trouvait des journalistes comme Edwy Plenel ou des universitaires comme François Burgat pour les absoudre de leurs crimes.

Vous vous souvenez du petit jeu du «Qui tue qui?»

(«On ne sait pas qui tue qui?»: durant la tragique décennie noire en Algérie, cette formule en vogue était employée par certains observateurs, en particulier en Europe et en France, pour désigner l’armée algérienne comme seule responsable des massacres sur les civils alors que ces derniers étaient perpétrés par des groupes islamistes, NDLR) en Algérie qui a donné, plus tard, le «je ne suis pas Charlie»?

Toujours les mêmes aux commandes pour faire courir des «si», multiplier des «mais» et évacuer toute la dimension idéologique et politique de notre combat.

Pour eux, les islamistes, à bien y regarder, n'étaient pas vraiment des islamistes, et surtout pas des assassins.

Et ceux qui s'opposaient à leurs desseins fascistes n'étaient pas des résistants.

La régression?

Elle n'est qu'une simple conséquence de cette confusion.

Mais attention!

N'allez pas imaginer que nous nous sommes tus. Même si cette thèse du «Qui tue qui?» nous était insupportable, nous l'avons confrontée.

Dénoncée.

Nous ne nous sommes jamais résignés. Jamais.

Nous avons continué à parler, écrire, militer et mettre en garde contre la contagion islamiste, ici comme ailleurs.

Nous, nous n'habitions pas les beaux quartiers.

Encore là, le discours dominant dans le milieu médiatique était à la victimisation des musulmans.

Notre parole était pratiquement inaudible.

.

Votre père, l'universitaire Fewzi Benhabib, qui vit toujours à Saint-Denis, a écrit, dans une tribune publiée dans *Marianne* le lendemain des attentats du 13 Novembre, que cette ville était plus communautarisée qu'Oran. Partagez-vous son point de vue?

.

Bien entendu.

Je remercie, vivement, *Marianne* d'avoir été à nos côtés depuis le début.

Mon père est le premier à avoir osé lever le voile sur les graves dérives qui touchent Saint-Denis, qui n'est pas n'importe quelle ville.

Elle est au cœur du dispositif indigéniste.

Tout comme elle est au centre de la stratégie de l'internationale islamiste.

Tout cela est largement documenté dans le livre «Quatre-vingt-treize», de Gilles Kepel… depuis 2012. Il n'était plus possible pour mon père de se taire.

Ne pensez pas que ce geste a été sans conséquence pour lui.

Vivre au quotidien dans la gueule du loup ça use.

Même les plus courageux parmi nous.

À l'évidence, ceux qui, comme mon père, habitent dans les quartiers populaires et résistent aux islamistes et à la mafia ne bénéficient d'aucune protection et n'ont pas le soutien des élus locaux.

En 2009, avec quelques Dionysiens nous avons mis en place l'Observatoire de la laïcité de Saint-Denis (qui n'a rien à voir avec celui de Bianco, qui a détourné notre nom).

Nous avons reçu deux cacahuètes de subside alors que l'association de Rokhaya Diallo, qui n'y est pas domiciliée, est grassement subventionnée pour offrir des ateliers sur les cheveux frisés.

On se moque de qui?

À Saint-Denis, il y a pourtant beaucoup d'initiatives citoyennes à encourager, comme l'association Les Résilientes.

https://www.lefigaro.fr/vox/societe/djemila-benhabib-les-islamistes-considerent-le-multiculturalisme-comme-le-meilleur-systeme-20200320

A suivre …